

Article 31 du Règlement

De toute évidence, il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine et j'appuie les efforts conjoints des employeurs, des employés et du gouvernement afin d'atteindre les objectifs d'hygiène et de sécurité auxquels nous travaillons tous.

* * *

LA COMPÉTITIVITÉ DU CANADA

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, nous avons appris aujourd'hui qu'en dépit d'une année de propagande sur l'initiative de prospérité, le Canada est passé du cinquième au onzième rang, selon le rapport sur la compétitivité, derrière des nations industrielles de premier plan telles que l'Irlande et la Finlande. Encore une fois, le problème véritable du Canada n'est pas sa main-d'oeuvre mais bien ceux qui dirigent celle-ci. En effet, nos travailleurs viennent au huitième rang, tandis que nos gestionnaires n'occupent que le quinzième rang.

• (1410)

Le Canada est dix-septième en ce qui a trait à la recherche et au développement. Les mesures prises par le gouvernement fédéral pendant que notre infrastructure de R-D s'effondre sont pour ainsi dire futiles.

Le Conseil des sciences a été éliminé. La promesse du premier ministre de doubler les dépenses de R-D n'a pas été tenue. Il ne nous reste plus qu'un cirque qui se promène d'un bout à l'autre du pays pour vanter l'initiative de prospérité. Le Conseil des sciences a décrit ces consultations comme des semblants de mesures, tout en dénonçant l'inaction du gouvernement.

Monsieur le premier ministre, vous aviez bien raison de dire que nous sommes dans une ligue junior B en ce qui a trait à la compétitivité. De toute évidence, ce qu'il nous faut c'est un gérant des ligues majeures. Le moment est venu de congédier l'entraîneur.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Peter L. McCreath (South Shore): Monsieur le Président, les statistiques économiques que vient de diffuser Statistique Canada pour le premier trimestre de 1992 confirment que la reprise se poursuit et qu'elle a même accéléré au cours de la deuxième moitié de 1991.

En réalité, au premier trimestre, la production s'est accrue au taux annualisé de 1,7 p. 100, dépassant ainsi les prévisions de tous les analystes. Les exportations ont fait notre force au premier trimestre, puisque les exportations réelles ont augmenté de plus de 15 p. 100, gage du succès que remporte l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Ces résultats encourageants découlent aussi de l'accroissement de notre compétitivité qu'ont suscité les mesures du gouvernement favorisant la restructuration des entreprises canadiennes.

Ces preuves manifestes de la reprise devraient nous donner confiance dans l'économie. La plupart des analyses devront relever de 2 à 2,3 p. 100 leur moyenne du taux de croissance annuel. Certains se montreront encore plus optimistes. Leur taux coïncidera donc avec celui dont le ministre des Finances fait mention depuis que Statistique Canada a révisé le taux de croissance de 1991 après le dépôt du budget.

Le pessimisme excessif de certains prévisionnistes, comme les analystes du Conference Board, ressortira encore davantage. De toute évidence, nous sommes sur la bonne voie; il suffit de persévérer. Il nous faut reconnaître que le ministre des Finances et son prédécesseur ont bien servi le Canada.

* * *

L'EMPLOI

L'hon. Bob Kaplan (York—Centre): Monsieur le Président, Rudy Wilczek, un de mes électeurs, et 25 de ses collègues de travail de la division postale du bureau de Douanes et Accise de Revenu Canada, à l'aéroport Pearson, auront beaucoup de difficulté à célébrer le 125^e anniversaire du Canada le 1^{er} juillet. Ils vont devoir faire la queue au bureau d'assurance-chômage le 2 juillet et se joindre au nombre croissant de chômeurs de Toronto.

Le 1^{er} juillet, la direction de Douanes et Accise cédera la responsabilité de la perception des droits de douane sur le courrier international à la Société canadienne des postes, laquelle a retenu les services d'agences d'emploi et de quelques étudiants pour faire le travail accompli auparavant par les agents de Douanes et Accise. Les agences d'emploi coûteront plus cher que les agents de Douanes et Accise.

Pis encore, Revenu Canada qui, pendant des mois, a promis aux travailleurs destitués de leur trouver des emplois dans d'autres divisions, vient d'émettre des avis de licenciement, dont certains prendront effet le 1^{er} juillet. Toutes les fois que ces travailleurs verront les annonces patriotiques du 125^e anniversaire du Canada, ils ne pourront s'empêcher, à l'instar des nombreux sans-emploi de Toronto, de ressentir un petit pincement de coeur.

* * *

LA SEMAINE DE L'HYGIÈNE ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

M. Ken James (Sarnia—Lambton): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour faire remarquer à tous les députés que nous célébrons cette semaine